

"La BERD, une banque symbole qui oublie Yalta" dans Libération (11 décembre 1989)

Légende: Le 11 décembre 1989, le quotidien français Libération décrit les fonctions et les missions de la future Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Source: Libération. 11.12.1989. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"la_berd_une_banque_symbole_qui_oublie_yalta"_dans_liberation_11_decembre_1989-fr-af068b9e-9096-4504-bc74-15189f057140.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/12/2012

La BERD, une banque symbole qui oublie Yalta

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement rassemblera pour la première fois toutes les nations du Vieux Continent. Reste aux Douze à s'entendre sur l'étendue de ses compétences.

Strasbourg, envoyé spécial

On l'appellera la BERD, Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Le nom n'est pas gracieux, qui soulevait hier des plaisanteries vaseuses chez les hauts fonctionnaires de la Communauté. Mais il se veut un symbole. La banque d'aide à l'Est affichera une ambition égale à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement mise en place après-guerre, et qui constitue toujours la colonne vertébrale de la Banque mondiale.

Cette institution, note le communiqué final de Strasbourg, devra, par différents types de prêts ou de prises de participation à l'Est, « promouvoir, en consultation avec le FMI et la Banque mondiale, les investissements productifs et concurrentiels dans les Etats d'Europe centrale et orientale, réduire le cas échéant les risques liés au financement de leurs économies, faciliter la transition vers une économie plus orientée vers le marché et accélérer les ajustements structurels nécessaires ».

Les Douze, la CEE et la Banque européenne d'investissements détiendront la majorité du capital. Mais les pays de l'Est auront leur place dans cette structure (en même temps que les autres pays industrialisés)... Pour la première fois, une institution à vocation économique rassemblera donc l'ensemble des nations européennes, de l'URSS à l'Irlande.

Historiquement, c'est une véritable révolution. Dans le cadre du système monétaire international mis en place à Bretton Woods en 1944, tous les autres continents ont développé après-guerre des banques de développement régionales, rassemblant les pays d'une zone donnée sans distinction de régime politique, afin de satisfaire leurs besoins de financement. En dépit de leurs déboires, les banques interaméricaine, africaine ou asiatique de développement jouent un rôle non négligeable. Seule l'Europe, coupée en deux par la guerre froide et le refus des pays socialistes de s'intégrer dans le plan Marshall, avait développé des mécanismes de financement rivaux, de part et d'autre du Mur.

La BERD, en invitant les pays du Pacte de Varsovie à participer à son capital, estompe donc la fracture de Yalta dans le domaine économique. C'était le premier but de la proposition lancée par la France en octobre dernier. Les Anglais, par principe hostiles à toute extension de la bureaucratie européenne, ont fini par accepter cet argument. La RFA, pour sa part, a manifesté quelque inquiétude devant le « sérieux » financier de la future institution. Mais Paris - qui voit dans la BERD un cadre commun évitant de laisser les Allemands seuls face aux nouveaux marchés de l'Est - a fait des concessions. La Banque européenne d'investissements (sous direction allemande) « jouera un rôle central dans la préfiguration de la nouvelle institution », note le communiqué final.

Le texte n'en dit pas plus sur le montant du capital qui sera affecté à la BERD (Paris a avancé un chiffre de 11 milliards de dollars). Il ne dit rien non plus sur la structure même des fonds à récolter. Les négociations techniques, qui doivent commencer dès le 1^{er} janvier 1990, pourront se révéler délicates. (Combien chacun devra-t-il mettre au pot ? Les pays de l'Est pourront-ils contribuer en leur propre monnaie plutôt qu'en devises convertibles ?) Chacun, à Strasbourg a en effet voulu éviter une bagarre technique qui aurait pu dégénérer. Les choses se sont donc déroulées en douceur. Sauf sur un point : le statut de la Banque.

Paradoxalement, la principale opposition au projet français est venue de la Commission et a porté sur l'étendue des compétences de la nouvelle institution. Paris, jalouse de son initiative, voulait que la BERD centralise l'ensemble des projets d'aide et de coopération à destination des nouvelles démocraties. Mais la CEE, qui avait été chargée de la « coordination » de ces actions lors du Sommet de l'Arche en juillet dernier, ne l'a pas entendu de cette oreille. Elle a finalement obtenu gain de cause. « La Banque restera un instrument bancaire et financier, pas plus », notait-on dans l'entourage de Jacques Delors, à la fin du Conseil.

Mais l'Elysée n'a pas dit son dernier mot. « Ce n'est pas une institution communautaire », arguait hier un responsable français. « Et la Banque centralisera *de facto* les aides à l'Est : les pays concernés étant membres de l'institution, ils préféreront en effet que tout passe par la BERD plutôt que par d'autres canaux. »

La bagarre de préséance pourrait sembler anecdotique. Mais elle risque de déboucher sur une autre querelle, pour la présidence de la Banque. Hier, plusieurs observateurs faisaient déjà remarquer que le poste conviendrait parfaitement à Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République...

François CAME